

Sr Joseph.

Ms Rude 376

456

DISCOURS

ADRESSÉ

PAR LE CITOYEN LOUIS GUILLARD

AUX OUVRIERS, MEMBRES DE L'ASSOCIATION

De Saint - François - Xavier ,

dans la Séance publique qu'ils ont tenue à la Salle de la Bourse

le Dimanche 16 Avril 1848,

SOUS LA PRÉSIDENTE DU CITOYEN CASTEL, MEMBRE DE LA COMMISSION MUNICIPALE

○○○○○



Mes Amis, mes chers Concitoyens,

Quand nous avons l'insigne honneur d'être admis à vous parler dans l'église, soit sur des matières religieuses, soit sur l'éducation de vos enfants; sur l'histoire, sur l'hygiène ou sur les sciences, vous savez tous avec quelle rigueur nous nous interdisions de vous entretenir jamais de politique; ni de près, ni de loin, ni directement, ni par allusion, ni en public ni en particulier, il n'a jamais été question de politique entre nous. Vous êtes six mille témoins de ce fait, témoins répandus dans tous les quartiers de la ville, qu'on peut interroger ensemble ou par groupes, ou isolément, et dont nous n'invoquons que la sincérité.

Mais en ce jour et en ce lieu, je crois avoir le droit de vous parler des affaires publiques; je crois y être obligé. En effet, aucun de vous n'ignore les préventions qui se sont élevées contre notre bienfaisante association: on s'est imaginé qu'elle était un instrument de parti; on nous a taxés de légitimisme, de carlisme; plusieurs d'entre nous ont été victimes de cette erreur, exclus ou même éliminés des réunions de leurs concitoyens.

Que ces violences ne vous causent ni chagrin ni honte! qu'elles ne vous fassent regretter rien de ce qui est bien; ni votre part à une œuvre que vous savez si excellente et si inoffensive; ni le régime républicain qui lui prêtera son appui aussitôt qu'il la connaîtra bien. Seriez-vous humiliés des vexations que vous avez essayées, quand elles ont été partagées par vos plus honorables concitoyens, dont les uns sont connus par leur indépendance de toute coterie, les autres par leurs bienfaits de toute espèce, d'autres enfin par leur vieux dévouement à la liberté? Il est glorieux au contraire de souffrir en telle compagnie.

D'après ces considérations, vous n'aurez pas de peine à pardonner de plein cœur à ceux qui vous ont suscité ces avanies et à garder les sentiments de la fraternité envers ceux même qui l'ont violée à votre égard.

Mais vous aurez bien moins de peine encore, si vous vous persuadez qu'il n'y a de leur part aucune malveillance, mais une erreur véritable: remarquez bien qu'ils ne vous reprochent point votre foi, mais le carlisme qu'ils vous attribuent.

Il est si vrai qu'ils ne vous accusent point comme chrétiens, qu'eux-mêmes protègent les églises, respectent les prêtres, les appellent partout à bénir l'arbre de la liberté; écoutent pieusement et applaudissent avec transport les paroles qu'inspire aux ministres du Christ cette mission sublime d'enter l'emblème de l'ère nouvelle sur l'arbre de la croix, ce symbole éternel de tout progrès.

α Ce n'est donc pas la foi, c'est le légitimisme qu'ils incriminent en vous. Et pourquoi? Ah! c'est que trop longtemps les royautés chancelantes se sont cramponnées à la religion pour se soutenir, et ont fait semblant de la protéger pour se mettre à son ombre.

Lamartine écrivait dès 1826 :

« Ah! nous n'avons que trop, aux maîtres de la terre,
 « Emprunté pour régner leur puissance adultère,
 « Et dans la cause enfin du Dieu saint et jaloux
 « Mêlé la voix divine avec la voix humaine,
 « Jusqu'à ce que Judas confondit dans sa haine,
 « La tyrannie et nous.
 « Voilà de tous nos maux la fatale origine..... »

Mais cette faute est-elle celle de l'Eglise ou celle du pouvoir?

En d'autres termes, et pour aborder la question de front, le légitimisme est-il une doctrine du Christianisme? Non, mes amis, n'hésitez ni à le croire ni à le dire. Qu'est-ce en effet que le légitimisme? c'est l'opinion que la couronne est une propriété qui appartient de droit à l'héritier du sang. Or, consultez, comme nous l'avons fait, les livres, les théologiens, les curés, les confesseurs; aucun ne vous dira que ce soit là une doctrine catholique. C'est le Christianisme au contraire qui nous a appris que la royauté n'est qu'une fonction au service du peuple. C'est lui qui, dégagé par l'essence divine de ses dogmes, de tout intérêt, de toute institution terrestre, a constamment accompagné de ses bénédictions toutes les phases du développement de l'humanité. L'Eglise a supporté les Césars, suivant l'ordre de son maître, et elle a fini par les convertir; mais n'étant point chargée de les soutenir malgré eux, elle a converti aussi les barbares, et a consacré leurs rois vengeurs. Les Mérovingiens s'amollissent, l'Eglise sacre les Carolingiens; les Carolingiens deviennent anti-nationaux, elle sacre les Capétiens; les Capétiens abandonnent le territoire, elle sacre Napoléon.

Voyons-nous quelque part que l'Eglise catholique soit légitimiste ou en principe ou en fait? jamais. Est-ce donc à dire qu'elle se courbe devant tous les régimes pour leur prodiguer un encens mensonger? non, certainement. Son énergie et sa constance sont écrites dans l'histoire avec son sang. Mais indifférente à des formes de gouvernement qui ne sont pas de son domaine, elle ne refuse jamais ses prières aux hommes de bonne volonté. Créée pour tous les temps et pour toutes les contrées, elle est au-dessus des agitations humaines, et n'a pour les hommes que des paroles de paix et d'amour. Qui pourrait nier toutefois qu'elle n'ait salué la République avec un empressement maternel? L'Eglise n'est-elle pas en effet la plus ancienne République du monde, elle dont le chef suprême est élu par ses égaux, et toujours soumis au contrôle de leurs conciles; elle dont tous les fonctionnaires, depuis le plus humble aumônier jusqu'au Pape souverain, sont et ont toujours été choisis indistinctement dans toutes les classes sociales, et la plupart dans les plus obscures: le premier pape fut un pêcheur, et l'un des plus célèbres avait été, dans son enfance, gardeur de pourceaux. Lisez maintenant les lettres des archevêques de Lyon et de Paris, les discours de tant de vicaires-généraux, de tant de curés; lisez surtout les touchantes allocutions du père commun des fidèles, de cet admirable et saint Pontife qui, du haut du Capitole où trônaient jadis l'idolâtrie et la tyrannie pour tous les peuples, maintient la foi et répand la liberté par tout l'univers, et vous verrez si vous pouvez en toute conscience être à la fois dévoués à votre religion et à la République. Ah! c'est que la religion est la vérité, comme la République est la liberté, et que rien au monde n'est plus sympathiques que la vérité et la liberté; l'une est l'atmosphère de l'autre: la vérité ne respire à l'aise que dans la liberté!

Chers amis, il nous suffira d'énoncer des idées aussi simples devant nos concitoyens pour les bien convaincre, que nous sommes aussi sincèrement républicains que sincèrement catholiques; catholiques républicains comme on l'est dans la moitié de la Suisse depuis 600 ans; dans un tiers des Etat-Unis depuis près d'un siècle; au Mexique, au Pérou, au Chili, dans presque tout le Nouveau-Monde depuis 50 ans.

Nous sommes donc en parfaite union politique avec tous les républicains de bonne foi: dès lors nos concitoyens sont trop justes pour contrarier l'exercice de nos droits; ce sera à nous à ne négliger aucun de nos devoirs.

Voulez-vous me permettre, chers amis, de vous exposer ma pensée sur les devoirs du catholique républicain. Ce sera mon opinion individuelle; car je n'ai mission de personne; mais chacun de vous pourra me réfuter, s'il est d'un autre avis, ou m'appuyer, si j'ai le bonheur d'avoir exprimé ses sentiments.

Nos devoirs sont privés ou publics.

Les devoirs privés sont tous renfermés, on peut le dire, dans la *fraternité*, qui comprend la patience, la douceur, la complaisance, le dévouement, toutes les vertus sociales. C'est le Christ qui a fait présent à la terre de la fraternité; qui donc doit la pratiquer plus fidèlement que ceux qui prétendent porter la bannière du Christ?

Ne soyons donc pas trop sensibles à de mesquines tracasseries: point de querelles, point d'injures, point de récriminations; donnons l'exemple du pardon et de la condescendance toutes les fois que la conscience le permet. Que l'esprit de paix nous accompagne partout, que partout il se répande par notre bouche.

Ne limitons pas non plus nos sentiments fraternels à un cercle étroit, à nos co-associés, à telle ou telle corporation, à une classe plutôt qu'à une autre, à la ville exclusivement de la campagne, aux Français mêmes, je le dirai hautement, en repoussant les étrangers. Non, il n'y a pas d'étrangers pour le vrai républicain, pas plus que pour le vrai catholique. Nous savons tous les droits de la patrie, les privilèges de la famille, et personne ne fera jamais pour le premier africain venu ce qu'il fait pour son père ou pour son fils. Mais nous devons toujours faire pour tous les hommes ce que nous voudrions qu'ils fissent pour nous.

Nos devoirs publics sont ceux de *gardes nationaux*, de *électeurs*, de *citoyens*.

Gardes nationaux, nous sommes chargés de la défense des lois, de l'ordre, de la liberté de tous. Nul ne doit être plus exact que nous à remplir un devoir aussi sacré: point de prétextes; surtout point de prétextes religieux; il y a bien des messes depuis cinq heures du matin jusqu'à midi: quiconque veut sincèrement accomplir toutes ses obligations lève aisément les difficultés illusoires.

N'apportons dans la milice citoyenne ni vanité, ni ambition, nous souvenant que tous les postes y sont honorables, puis-qu'à tous les postes il y a du bien à faire et des dangers à courir.

Soyons fermes surtout, fermes contre la licence, fermes contre l'arbitraire, et n'oublions jamais que le courage civil est plus glorieux encore que la bravoure du champ de bataille.

Electeurs, notre premier, notre unique devoir, c'est de voter. N'y mettons donc ni indifférence, ni lâcheté: ne disons pas que notre suffrage est inutile et qu'il n'en manquera pas d'autres. Souvent l'élection n'a dépendu que d'une seule voix, et d'ailleurs le devoir doit être accompli d'après son principe et non d'après ses conséquences.

(Une voix: mais on nous exclut des clubs). On ne nous exclura pas des assemblées électorales: nul n'en aurait ni le droit, ni l'audace, pas plus que de nous demander compte de notre suffrage.

Mais comme nous en sommes responsables devant Dieu, et devant nous-mêmes, ne négligeons rien pour nous éclairer par avance sur le mérite des candidats à la représentation nationale. Croyons-en nos oreilles plutôt que celles d'autrui, et nos yeux mieux encore que nos oreilles. Dix ans d'une vie honnête, indépendante, dévouée à ses concitoyens, sont plus éloquents et plus sûrs que de magnifiques professions de foi.

Choisissons avant tout de véritables et francs républicains : car il n'y a qu'une assemblée unanimement et sincèrement républicaine qui puisse assurer à la France, la paix, l'union et la grandeur.

X // N'allons point prendre pour républicains les partisans d'une présidence héréditaire, qui supposerait l'abdication du peuple et qui ne serait qu'une restauration déguisée.

Choisissons des républicains probes et courageux ; c'est à dire incapables de céder ni à l'espoir ni à la crainte, incapables de sacrifier à leur égoïsme leurs convictions et leur patrie.

X Heureux si nous trouvons ces qualités réunies dans des chrétiens ! Nous aurons ainsi une garantie positive de leur sincérité et de leur constance. Mais un chrétien qui ne serait pas républicain n'aurait rien à faire dans une assemblée représentative évidemment destinée, non pas à discuter la république, mais à l'affermir et à l'organiser. Et un chrétien comme un républicain pusillanime n'est bon à rien : « car on a tout dit d'un homme quand on a dit qu'il est faible. »

Comme citoyens, mes amis, nos devoirs se réduisent à un seul, doux et beau, c'est d'aimer la République.

X Il ne faut pas l'accepter, ni la tolérer, ni s'y résigner. Il faut l'aimer malgré les inquiétudes qu'entraînent avec elle toutes les transitions sociales, malgré la gêne momentanée qui les suit et dont elles ne sont point causes.

X // Il faut aimer la République parce qu'elle existe, et que saint Paul nous déclare que toute puissance qui est, est par Dieu. La République est donc de droit divin.

Il faut aimer la République parce qu'elle est en réalité le plus rationnel et le plus glorieux des gouvernements ; le plus rationnel puisqu'il puise incessamment le pouvoir à sa seule source certaine, le consentement des hommes égaux et libres qu'il doit régir ; le plus glorieux, puisque seul il met en activité et en harmonie toutes les forces intellectuelles et morales d'un peuple entier.

Il faut aimer la République à cause de la devise féconde qui décore son drapeau : Liberté ! Egalité ! Fraternité !

Liberté ! C'est le développement extérieur de la plus noble faculté dont Dieu ait doté l'homme ; de celle qui nous fait ses images.

Egalité ! Le Christianisme la proclame devant Dieu, comme la République devant la loi ; l'un et l'autre ne laissent d'autres distinctions entre les hommes que celles qui dépendent de leur propre volonté.

Fraternité ! enfin c'est le don du Christ. Quand Jésus voulut nous rappeler en deux mots tout ce qu'il avait fait pour nous et tout ce que nous devons faire pour lui, il nous dit : Aimez Dieu par dessus toutes choses, et aimez-vous les uns les autres comme des frères, puisque vous avez un père commun qui est au ciel.

Aimons donc la République qui nous annonce le règne de l'Évangile, si nous savons en être dignes.

Aimons enfin la République, mes amis, parce que la République, c'est la patrie, c'est la France !

Des acclamations unanimes ont accueilli ces paroles, et témoigné hautement qu'elles avaient l'adhésion de toute l'assemblée.

